

dimanche, 19 avril 2015 18:58

# quatre millions de Musulmans tués depuis 1990



IRIB-Une importante étude a révélé que la “guerre contre le terrorisme” conduite par les Etats-Unis a tué pas moins de deux millions de personnes, sauf qu’il ne s’agit que d’une estimation partielle des morts en Irak et en Afghanistan tués par l’Occident au fil des deux dernières décennies.

Le mois dernier, le PSR « Physicians for Social Responsibility » [Médecins pour la Responsabilité Sociale], basé à Washington DC a publié une étude à la fois marquante et déterminante qui a permis de conclure que le bilan des morts au cours de dix années de « guerre contre le terrorisme » lancée au lendemain des attaques du 11 septembre s’élève à au moins 1.3 millions, et serait même à hauteur de 2 millions.

Publié par le groupe de docteurs lauréats du Prix Nobel de la Paix, le rapport de 97 pages est le premier à faire le bilan du nombre total des pertes civiles causées par les interventions Américaines en Irak, en Afghanistan et au Pakistan dans le cadre de son action contre le terrorisme.

Le rapport du PSR est rédigé par une équipe interdisciplinaire regroupant d’éminents experts de la santé publique, notamment Dr Robert Gould, directeur de la Sensibilisation et de l’Education des Professionnels de la Santé à l’Université de Californie, pôle médical de San Francisco, ainsi que le Professeur Tim Takaro de la Faculté des Sciences de la Santé à l’Université Simon Fraser.

Et pourtant, ce rapport a été presque complètement occulté et censuré par les médias anglophones bien qu’il soit le premier effort du genre à être élaboré par un leader mondial de la santé publique dans le but de produire un calcul scientifiquement solide du nombre de personnes tuées par la « guerre contre le terrorisme » menée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

**Faire attention aux lacunes**

Dr Hans von Sponeck, ancien Secrétaire-Général adjoint de l'ONU a décrit le rapport du PSR comme étant une « contribution importante et significative dans la réduction de l'écart entre les estimations fiables du nombre des victimes de guerre, en particulier les civils Irakiens, Afghans et Pakistanais, et les comptes tendancieux, manipulés voire même frauduleux. »

Le rapport procède à un examen critique des précédentes estimations du nombre de morts enregistrés parmi les victimes de la « guerre contre le terrorisme. » Le rapport se montre très critique envers les chiffres souvent cités par l'IBC [Iraq Body Count], considéré comme un média de référence, et qui recense environ 110.000 morts. Ce chiffre est tiré d'un recueil de rapports des médias qui traitent le nombre de civils tués, toutefois le rapport du PSR identifie des différences et écarts flagrants ainsi que des problèmes méthodologiques dans cette approche.

Par exemple, pour l'IBC, il n'y a eu que 1.354 morts à Nadjaf depuis le début de la guerre, alors qu'en réalité, ils ont été 40.000 les corps des victimes enterrés à Nadjaf. Cet exemple en lui seul démontre l'énorme écart entre le nombre réel de morts à Nadjaf et les chiffres de l'IBC qui, dans ce cas, doivent être multipliés par 30.

Ces écarts reviennent au fur et à mesure dans la base de données de l'IBC. Dans un autre cas, l'IBC n'a enregistré que 3 raids aériens durant une période de 2005, or le nombre des frappes aériennes avait durant la même année augmenté de 25 à 120. Et là aussi, les données de l'IBC doivent être multipliées par 40 pour obtenir le chiffre exact.

D'après l'étude du PSR, la très contestée étude du *Lancet* avait fait une estimation des morts en Irak en 2006 et qui atteint le chiffre 655.00, et par extrapolation plus d'un million de victimes jusqu'à aujourd'hui. Cette estimation est susceptible d'être beaucoup plus précise et exacte que les chiffres de l'IBC. En fait, le rapport confirme que les épidémiologistes sont plutôt d'accord, quasi-unaniment, sur la fiabilité de l'étude du *Lancet*.

En dépit de quelques critiques légitimes, la méthodologie stratégique adoptée constitue la norme universellement reconnue pour déterminer les décès dans les zones de conflits, une norme utilisée par les agences internationales et les gouvernements.

### **Le déni politisé**

Le PSR a également examiné la méthodologie et la conception des autres études qui font état d'un faible taux de décès, à l'instar d'un rapport paru dans le *New England Journal of Medicine* qui comportait un éventail de sérieuses lacunes et insuffisances.

Ce même rapport n'avait pas pris en compte les zones qui ont subi de lourdes vagues de violence, à savoir Bagdad, Al-Anbar et Ninive, en se basant sur des données erronées de l'IBC et les généraliser pour ces régions. Le rapport a également imposé des « restrictions à caractère politique » lors de la collecte et l'analyse des données ; les entretiens étaient menées par le Ministère Irakien de la Santé qui « dépendait complètement de la puissance occupante » et avait, sous pression américaine, refusé de divulguer des données sur les morts Irakiens enregistrés.

Le PSR a notamment évalué les réclamations de Michael Spaget, John Sloboda et bien d'autres qui s'étaient interrogés sur les méthodes de collecte de données qui ont enrichi l'étude du *Lancet*, tout en avançant que ces méthodes étaient frauduleuses. Le PSR a prouvé que toutes ces allégations étaient fausses et infondées.

Les quelques « critiques justifiées, » conclut le PSR, « ne remettent pas en question les résultats des études du *Lancet* dans l'ensemble. Ces chiffres restent à ce jour la meilleure estimation disponible qui soit. » Les conclusions du *Lancet* sont également corroborées par les données que présente une nouvelle étude du magazine PLOS Medicine qui estime que la guerre en Irak a provoqué 500.000 décès. Globalement, le PSR conclut que le nombre le plus probable concernant le taux de décès civils en Irak, de 2003 jusqu'à ce jour, avoisine le 1 million de vies perdues.

L'étude du PSR ajoute à ce constat au moins 220.000 morts en Afghanistan et 80.000 au Pakistan, victimes directes ou indirectes de la guerre menée par les Etats-Unis : nous obtenons donc un total qui se veut « prudent » de 1.3 millions. Alors qu'en réalité, le chiffre exact « dépasserait » facilement les 2 millions de morts. »

Et encore, même l'étude du PSR souffre de limitations et de lacunes. Premièrement, « la guerre contre le terrorisme » au lendemain des événements du 11 septembre n'était pas une nouvelle guerre mais plutôt un prolongement et une extension de politiques interventionnistes précédentes en Irak et en Afghanistan.

Deuxièmement, l'immense manque de données sur l'Afghanistan laisse penser que l'étude du PSR a probablement sous-estimé le nombre de décès en Afghanistan.

## **L'Irak**

La guerre contre l'Irak n'a pas commencé en 2003, mais en 1991 lors de la première guerre du Golfe, suivie d'un régime de sanctions de l'ONU.

Dans une étude précédente du PSR, élaborée par Beth Daponte, à l'époque démographe au Bureau de Recensement des Etats-Unis, a révélé que les décès Irakiens causés par l'impact direct ou indirect de la première Guerre du Golfe s'élèvent à environ 200.000 Irakiens, majoritairement des civils. Entre-temps, son étude a été censurée par le gouvernement.

Après le retrait des forces conduites par les Etats-Unis, la guerre contre l'Irak s'était poursuivie mais sous sa forme économique à travers des sanctions onusiennes appliquées par la coalition Etats-Unis / Grande-Bretagne, sous prétexte de priver Saddam Hussein du matériel nécessaire à la fabrication des armes de destruction massive. En conséquent, cette logique qui a interdit certains éléments d'entrer en Irak a malheureusement inclus un très grand nombre d'articles et de produits vitaux, nécessaire pour la vie de tous les jours.

Les chiffres incontestés de l'ONU révèlent que 1.7 millions de civils Irakiens, dont la moitié était des enfants, ont péri en raison du régime de sanctions brutal imposé par l'Occident.

C'est pourquoi, la mortalité en masse semblait être envisagée et voulue. Parmi les produits interdits dans le cadre des sanctions onusiennes figurent des produits chimiques et des équipements indispensables pour le réseau national Irakien de traitement des eaux. Dans un document secret de l'Agence Américaine de Renseignement de la Défense, DIA, [US Defence Intelligence Agency], tombé entre les mains du Professeur Thomas Nagy du *School of Business* à l'Université George Washington, les sanctions onusiennes imposées caractérisent « une première ébauche d'un génocide contre le peuple d'Irak. »

Dans son article pour l'Association Internationale des Chercheurs sur les Génocides [Association of Genocide Scholars] de l'Université de Manitoba, le Professeur Nagy a expliqué que le document de la DIA révèle « les moindres détails d'une méthode pleinement efficace et réalisable sur une dizaine d'années visant à ce que "la dégradation et l'endommagement du réseau de traitement des eaux de toute une nation" soit irréversible. » La politique de sanctions aura donc créé « les conditions propices pour la propagation à grande échelle de la maladie, notamment celle des épidémies, » et de ce fait « la liquidation d'une partie considérable de la population Irakienne. »

Cela signifie que rien qu'en Irak, la guerre menée par les Etats-Unis de 1991 à 2003 a coûté la vie à 1.9 millions d'Irakiens, ensuite, à partir de 2003, environ 1 million sont morts : ce qui nous donne un total de presque 3 millions d'Irakiens morts au cours de deux décennies.

## **L'Afghanistan**

En Afghanistan, l'estimation globale des victimes, établie par le PSR serait également très prudente.

Six mois après la campagne de bombardement de 2001, Jonathan Steele du *Guardian* a révélé qu'entre 1.300 et 8.000 Afghans avaient été tués directement, et jusqu'à plus de 50.000 personnes inutilement mortes comme résultat indirect de la guerre.

Dans son livre *Body Count : Global Avoidable Mortality Since 1950 (2007)*, le Professeur Gideon Polya a appliqué la même méthodologie utilisée par *The Guardian* pour analyser les données annuelles de mortalité de la Division de la Population de l'ONU à l'effet de calculer les chiffres plausibles de la surmortalité en Afghanistan. Biochimiste retraité de l'Université La Trobe de Melbourne, Polya a conclu qu'un total de décès évitables dans un pays en état de guerre depuis 2001, ainsi que les privations ayant résulté de l'occupation s'élève à 3 millions de personne, dont 900.000 enfants de moins de 5 ans.

Bien que les découvertes du Professeur Polya n'aient pas été publiées dans une revue universitaire, l'étude présentée dans son livre paru en 2007 *Body Count* a été recommandé par Jacqueline Carrigan, Professeur de sociologie à l'Université d'Etat de Californie. C'est dans une rétrospective publiée par la maison d'édition britannique d'ouvrages universitaires *The Routledge, Socialisme et Démocratie* que le professeur Carrigan a décrit cette étude comme « un profil riche en données sur la situation de la mortalité globale. »

Et à l'instar de l'Irak, l'intervention Américaine en Afghanistan a débuté bien longtemps avant le 11 septembre, plus précisément à partir de 1992 sous forme d'aide militaire, logistique et financière secrète et clandestine aux Talibans. Cette assistance Américaine a favorisé la conquête violente de presque 90% de territoire Afghan par les Talibans.

Dans un rapport de l'Académie Nationale des Sciences, publié en 2001, et intitulé *Forced Migration and Mortality*, l'éminent épidémiologiste et directeur de *Relief International*, Steven Hansch a souligné que la surmortalité en Afghanistan engendrée par les conséquences de la guerre dans les années 1990 se situerait entre 200.000 et 2 millions. L'Union Soviétique, bien entendu, détient une part de responsabilité pour son implication dans la dévastation des infrastructures civiles, ce qui a fini par conduire à ces décès.

Toutes ces données additionnées nous amènent à conclure que le bilan total des conséquences directes ou indirectes de l'intervention Américaine depuis le début des années 90 jusqu'à ce jour se situerait entre 3 et 5 millions de morts Afghans.

## **Le déni**

D'après les chiffres que nous avons étudiés depuis le début, le total des décès engendrés par les guerres Occidentales en Irak et en Afghanistan depuis 1990 (qu'ils soient le résultat d'une mort directe ou bien des privations de guerre à long-terme), serait d'environ 4 millions (2 millions en Irak de 1991 à 2003, plus 2 millions depuis le lancement de « la guerre contre le terrorisme »), et atteindrait facilement les 6 à 8 millions si l'on comptabilise les estimations de la surmortalité évitable en Afghanistan.

De tels chiffres pourraient bien être surestimés, voire élevés, mais nous ne pourrions jamais avoir la certitude à ce titre. Les forces armées de la coalition USA/Grande-Bretagne, à des fins politiques, refusent de comptabiliser les pertes civiles causées par leurs opérations militaires car considérés comme des désagréments sans intérêt.

En raison de la grave pénurie de données en Irak, de l'inexistence quasi-totale des archives en Afghanistan et de l'indifférence des gouvernements Occidentaux face à la mort des civils, il est littéralement impossible de déterminer la véritable ampleur des pertes de vie engendrées par ces guerres.

En l'absence de la moindre possibilité de corroboration, ces chiffres fournissent quand même des estimations plausibles basées sur l'application d'une méthodologie statistique qui s'appuie sur des

preuves disponibles même si elles sont parfois rares. A défaut de détails précis, ces chiffres contribuent à nous éclairer sur l'ampleur de la destruction.

Pour justifier la plupart de ces décès, ils ont été placés dans le contexte de combat contre la tyrannie et le terrorisme. Or, grâce au silence complice des médias, la plupart des gens ignorent tout au sujet de la véritable ampleur de la terreur permanente provoquée en leurs noms par la tyrannie des alliés Américains et Britanniques en Irak et en Afghanistan.

\* **Nafeez Ahmed**